



Dakar, le 07 juillet 2020

COMMUNIQUE DE PRESSE **(Pour diffusion immédiate)**

L'Etat et le Syndicat des Travailleurs de la Justice doivent reprendre les négociations pour mettre fin à la grève qui dure depuis bientôt un mois.

La Rencontre Africaine pour la Défense des Droits de l'Homme (RADDHO), la Ligue Sénégalaise des Droits Humains (LSDH) et Amnesty International Sénégal sont préoccupées par la grève observée par les travailleurs de la justice depuis le 15 juin 2020 et qui a entraîné la paralysie de fait de toutes les juridictions du pays. Cette grève a de graves conséquences sur le droit des citoyens à un service public de la justice continu et de qualité. Les droits des personnes privées de liberté sont particulièrement affectés par cette grève.

Nos organisations exhortent l'Etat du Sénégal à :

- Reprendre sans condition le dialogue avec le Syndicat des Travailleurs de la Justice (SYTJUST), pour trouver une solution à leurs revendications légitimes.
- Respecter les engagements pris lors des négociations avec les syndicats des travailleurs pour éviter les grèves récurrentes que connaissent tous les secteurs de la fonction publique et qui ont de graves incidences sur les droits humains.

Ont signé :

Sadikh NIASS, RADDHO.

Assane Dioma NDIAYE, LSDH.

Seydi GASSAMA, AI Sénégal.